

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 62

Pouvoirs : 04

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 24 SEPTEMBRE 2019 A 20H00

Délibération CT2019/09/24-11– Approbation de la convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour les Etablissements publics territoriaux de Seine-Saint-Denis

Rapporteur : Claude CAPILLON, Président

DATE DE CONVOCATION : 18 septembre 2019

PRÉSIDENCE de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BODIN Roger, BONNEAU Alex, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CADORET Henri, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOGUES Monique, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, METTEIL Magali, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TORO Ludovic, VIEUX-COMBE Evelyn.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AWAD-SHEHATA Stéphanie, BENTAHAR Abdelkader, BLUTEAU Jean-Michel, BOUCHER Martine (pouvoir à HELENON Joëlle), BOURICHA Faycale (pouvoir à CISSE Mariam), DALLIER Philippe, FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, ITZKOVITCH Ivan, KLEIN Olivier (pouvoir à DELORMEAU Christine), MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à MAHEAS Jacques), MANTEL Aurélie, MAUPOUSSIN Stéphanie, PRUDHOMME Gérard, RICHARD Stéphanie, TAYEBI Samira, THIBAUT Magalie et VAVASSORI Patricia.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Franck BARTH

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20190927-CT2019-09-24-11-
DE
Date de télétransmission : 27/09/2019
Date de réception préfecture : 27/09/2019

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et suivants,

VU les articles L2113-2 et L2113-4 du Code de la commande publique, définissant, pour le premier, les modalités d'intervention des centrales d'achat et prévoyant, pour le second, que l'acheteur, lorsqu'il recourt à une centrale d'achat, est considéré comme ayant respecté ses obligations en matière de publicité et de mise en concurrence,

VU le décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, notamment ses articles 1er, 17 et 25 disposant, pour le premier, que l'UGAP « constitue une centrale d'achat au sens [du code de la commande publique] », pour le deuxième, que « l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions [du code de la commande publique] applicables à l'Etat » et, pour le troisième, que « les rapports entre l'établissement public et une collectivité ou un organisme mentionné à l'article 1er peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement »,

VU la délibération du conseil d'administration de l'UGAP du 12 avril 2012, approuvant les modalités de la politique tarifaire des partenariats, modifiée par la délibération du 28 mars 2017,

VU les courriers des établissements publics territoriaux de Seine-Saint-Denis faisant état de leur volonté de constituer un groupement de fait tel que visé par la délibération du conseil d'administration de l'UGAP susvisée, afin de satisfaire une partie de leurs besoins auprès de l'UGAP et ainsi, de constituer un partenariat avec l'UGAP,

CONSIDERANT que dans le cadre de leur politique de mutualisation des achats et du développement de leur activité avec l'UGAP, les établissements publics territoriaux de Seine-Saint-Denis susvisés ont décidé de conclure un partenariat avec l'UGAP dans le domaine des véhicules et de l'informatique, ce partenariat avec l'UGAP dans le cadre du groupement de fait étant ouvert exclusivement aux autres établissements publics territoriaux de Seine-Saint-Denis,

CONSIDERANT que ce partenariat, qui s'inscrit dans la durée, leur permet, par l'accroissement des volumes d'engagement et d'achat, de bénéficier de conditions tarifaires minorées dans un environnement juridique sécurisé, et qu'il leur permet également de bénéficier de l'ensemble des prestations d'assistance au pilotage de l'externalisation qui s'attachent à la conclusion de partenariats avec l'UGAP (restitutions quantitatives et qualitatives des achats opérés, évaluation des gains à l'achat, surveillance de la performance des achats sur la durée...),

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE d'adopter la convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) par les établissements publics territoriaux de Seine-Saint-Denis.

Accusé de réception en préfecture 093-200058790-20190927-CT2019-09-24-11- DE Date de télétransmission : 27/09/2019 Date de réception préfecture : 27/09/2019
--

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document afférent.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 24/09/2019.

Affiché - Notifié le **27 SEP. 2019**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Claude CAPILLON